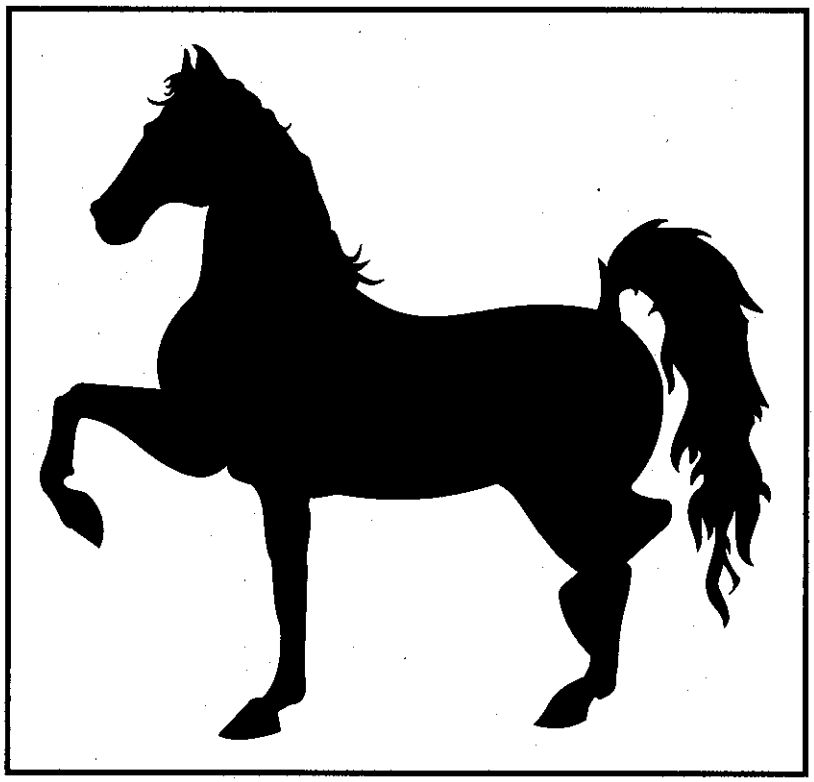
7e COLLOQUE SUR LE CHEVAL

LE CHEVAL, MON COMPAGNON



Date : Samedi le 27 avril 1996

Lieu : Auberge des Seigneurs
Saint-Hyacinthe

CPAQ
CONSEIL
DES PRODUCTIONS
ANIMALES DU QUÉBEC INC.

CONFÉRENCIÈRES ET CONFÉRENCIERS

Marcel Charpentier, propriétaire d'un centre équestre, Saint-Lazare, Québec

Dre Carole Cochrane, médecin vétérinaire, responsable de la Division chevaline, Direction des productions animales, ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec, Québec

Dre Lucie Couture, médecin vétérinaire, pratique équine, région de Sherbrooke, Fleurimont

Arthur Forest, médecin vétérinaire, évaluateur d'équidés, éleveur de chevaux, Saint-Grégoire de Nicolet

Dr Jean-Pierre Lavoie, médecin vétérinaire, clinicien en médecine interne, Faculté de médecine vétérinaire, Université de Montréal, Saint-Hyacinthe

Dr Yves Rossier, médecin vétérinaire, clinicien en médecine interne, Faculté de médecine vétérinaire, Université de Montréal, Saint-Hyacinthe

Isabelle Tremblay-Sumners, M.Sc., spécialiste en nutrition équine, Growmark, Mississauga

COLLABORATRICES ET COLLABORATEURS

André Bourdages, agronome, spécialiste en nutrition équine, ADM Division de Nutrition et Santé Animale, Saint-Hyacinthe

Dre Carole Cochrane, médecin vétérinaire, responsable de la Division chevaline, Direction des productions animales, ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec, Québec

Dr Jean Desrochers, médecin vétérinaire, Division chevaline, Direction des productions animales, ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec, Sorel

Dr Gilbert Hallé, médecin vétérinaire, pratique équine, région de Saint-Lazare, Hudson

Dr Vincent Hamman, médecine vétérinaire, clinicien en médecine interne, Faculté de médecine vétérinaire, Université de Montréal, Saint-Hyacinthe

Dr Pierre Poitras, médecine vétérinaire, reproduction équine, Otterburn Park

LE CHEVAL DANS L'ÉCONOMIE DU QUÉBEC

Photo: Marc Lajoie, MAPAQ

Conférencière: Dre Carole Cochrane, m.v.

INTRODUCTION

Depuis plusieurs années, les intervenants du monde chevalin s'interrogent sur le nombre de chevaux et leur impact sur l'économie québécoise.

En septembre 1992, des tables de concertation pour chacune des principales productions agricoles sont créées à la suite du Sommet sur l'agriculture tenu en juin de la même année à Trois-Rivières. La table de concertation pour la production chevaline, appelée Filière cheval, regroupe tous les gens concernés, de près ou de loin, par l'élevage, l'entraînement et la commercialisation du cheval ainsi que des représentants du secteur de la viande chevaline. L'annexe I fournit une liste détaillée des membres de la filière.

Dès la première rencontre, les intervenants discutent des orientations à privilégier pour assurer le développement et la croissance de la filière. Ils conviennent de commencer par recenser la population chevaline et d'évaluer les retombées économiques de cet élevage, d'où la création immédiate des sous-comités recensement et économie.

Les multiples finalités du cheval nous portent à le classer en dehors de l'agriculture. Cependant, comme le cheval est gardé sur des terres agricoles, et qu'il utilise des intrants agricoles (fourrages, grains, litière, etc.), on doit le considérer comme un produit agricole au même titre que les autres produits reconnus à cette fin. C'est à partir de cet énoncé que les membres de la filière ont décidé de contacter le Bureau de la statistique du Québec pour évaluer les retombées économiques du cheval.

Ce rapport constitue un bel exemple de concertation à tous les niveaux de l'industrie chevaline. D'abord, la cueillette des renseignements pour établir la structure de coût pour la garde d'un cheval selon son activité s'est faite auprès de tous les organismes représentant les associations de race. Ensuite, l'étude effectuée par le Bureau de la statistique du Québec (BSQ) a été payée par ces mêmes organismes.

De plus, le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ) a fourni les personnes nécessaires au recensement, à la cueillette des données, à l'analyse des résultats et à la poursuite du dossier jusqu'à l'édition de ce document.

BILAN DE LA FILIÈRE CHEVAL

Le mandat d'une filière est d'établir et d'assurer la mise en oeuvre d'un plan stratégique de redressement et de développement, axé sur la conquête des marchés, à partir d'une analyse de la capacité concurrentielle de l'ensemble des secteurs qui la composent.

Depuis la création de la Filière cheval, plusieurs comités ont été formés pour répondre à ses différents besoins, notamment pour le recensement chevalin, les retombées économiques, la recherche, la formation, la viande chevaline et la promotion du cheval par le biais du Bureau québécois du cheval.

Après trois ans, les travaux de la filière et de ses sous-comités ont permis notamment :

- d'évaluer la population chevaline ainsi que ses retombées économiques;
- de connaître les besoins du milieu en recherche et d'établir une stratégie de recherche;
- de constituer un partenariat pour l'achat d'un tapis roulant par la Faculté de médecine vétérinaire de l'Université de Montréal, le Groupe de recherche en médecine équine du Québec, la Société des propriétaires et éleveurs de chevaux Standardbred du Québec, la Fédération équestre du Québec et Québec à cheval;
- de former deux groupes de discussions « *Focus group* » pour connaître la perception qu'ont les gens de la viande chevaline;
- d'établir une stratégie de vente de cette viande;
- d'établir une priorité pour les besoins de formation du milieu équin et d'organiser des cours sur la santé, l'alimentation et la reproduction;
- de modifier les critères d'admissibilité pour que les propriétaires de centre équestre soient reconnus comme des exploitants agricoles par le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec.

Les membres ont, de plus, élaboré plusieurs projets pour permettre le développement de l'industrie et conquérir les marchés.

Il s'agit de projets parrainés par divers organismes et concernant :

- une banque de matériel audiovisuel, par Québec à cheval;
- un service de communication et de presse, par la Fédération équestre du Québec;
- le développement de marchés pour de l'équipement équestre spécialisé, par Québec à cheval;
- une mission exploratoire en Europe, par Québec à cheval;
- une étude de faisabilité pour la création du Bureau québécois du cheval, par la Fédération équestre du Québec.

POPULATION CHEVALINE AU QUÉBEC

Recensement en deux étapes

Première étape : recensement

Dans un premier temps, les intervenants de la Filière cheval demandent au MAPAQ de procéder au recensement chevalin par l'intermédiaire du personnel des directions régionales. Le MAPAQ accepte et le travail se fait à partir du mois d'août 1993. Le recensement s'effectue jusqu'au printemps 1994.

Par la suite, la liste du recensement est à nouveau révisée en tenant compte notamment de :

- la liste des étalons reconnus pour la monte publique par le MAPAQ;
- la liste des centres équestres reconnus par la Fédération équestre du Québec;
- la liste des centres équestres qui ont fait une demande pour être reconnus par la Fédération équestre du Québec;
- la liste des camps de vacances offrant de l'équitation;
- la liste des centres équestres de tourisme et de location accrédités par Québec à cheval.

Deuxième étape : extrapolation

Toutefois, certaines régions semi-urbaines n'ont pu être systématiquement recensées. En conséquence, des ajustements ont été apportés à la suite d'un test de vérification. La population chevaline est donc estimée à 53 845 chevaux et poneys. Aux fins de l'étude, nous avons réduit le nombre à 53 476 chevaux en considérant que les dépenses pour deux poneys équivalent à celles pour un cheval moyen.

Cette extrapolation est entérinée à l'unanimité par les membres de la filière, ceux qui sont les plus engagés dans le milieu équestre.

Selon l'extrapolation, les régions agricoles se classent par ordre décroissant : Nord de Montréal, 12 239; Richelieu-Saint-Hyacinthe, 9493; Sud-Ouest de Montréal, 6434; Québec 5218; Outaouais-Laurentides, 5175; Estrie, 3686; Bois-Francs, 2993; Bas-Saint-Laurent-Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, 2435; Beauce-Appalaches, 2150; Mauricie, 1847; Abitibi-Témiscamingue, 1094 et Saguenay-Lac-Saint-Jean-Côte-Nord, 1081. La figure 1 permet de visualiser ces résultats.

Il est intéressant de noter que la majorité des chevaux se retrouvent dans les régions à forte densité de population, soit autour de Montréal et de Québec, en Outaouais-Laurentides et en Estrie.

RÉPARTITION DES CHEVAUX SELON LE SECTEUR D'ACTIVITÉ

La répartition des chevaux a d'abord été faite à partir des données fournies par la compilation du recensement de 1993, et ensuite à partir des évaluations et des rapports d'organismes tels que l'Association des clubs de course amateur inc., la Canadian Trotting Association, l'Association québécoise Quarter Horse, la Fédération équestre du Québec, la Société des propriétaires et éleveurs de chevaux Standardbred du Québec, le Comité conjoint des races chevalines du Québec, Québec à cheval, etc.

Bien que l'utilisation d'un cheval puisse être multiple dans bien des cas, il importe de noter que pour les besoins de la présente étude, la répartition des chevaux selon le secteur d'activité a été réalisée de manière à considérer l'activité principale. Ainsi, chaque sphère d'activité est indépendante des autres. La figure 2 illustre cette répartition.

RETOMBÉES ÉCONOMIQUES DES CHEVAUX AU QUÉBEC

Pour situer le cheval dans l'économie québécoise, nous devons, entre autres, évaluer ce que cette production engendre en emplois et en recettes pour les gouvernements, et connaître ses effets dans le secteur de l'agriculture.

Le modèle intersectoriel développé et exploité par le Bureau de la statistique du Québec (BSQ) nous permet de démontrer l'impact économique des chevaux au Québec.

Méthodologie

En collaboration avec un spécialiste de ce modèle, il a fallu établir une structure de coûts. Cette structure permet d'évaluer les coûts moyens annuels reliés à l'utilisation d'un cheval. Pour plus de précision et de cohésion, nous avons gardé les mêmes secteurs d'activité que ceux utilisés pour le recensement chevalin :

- chevaux de selle pour la compétition;
- chevaux de selle pour le loisir;

Figure 1. Répartition de la population chevaline au Québec en 1993

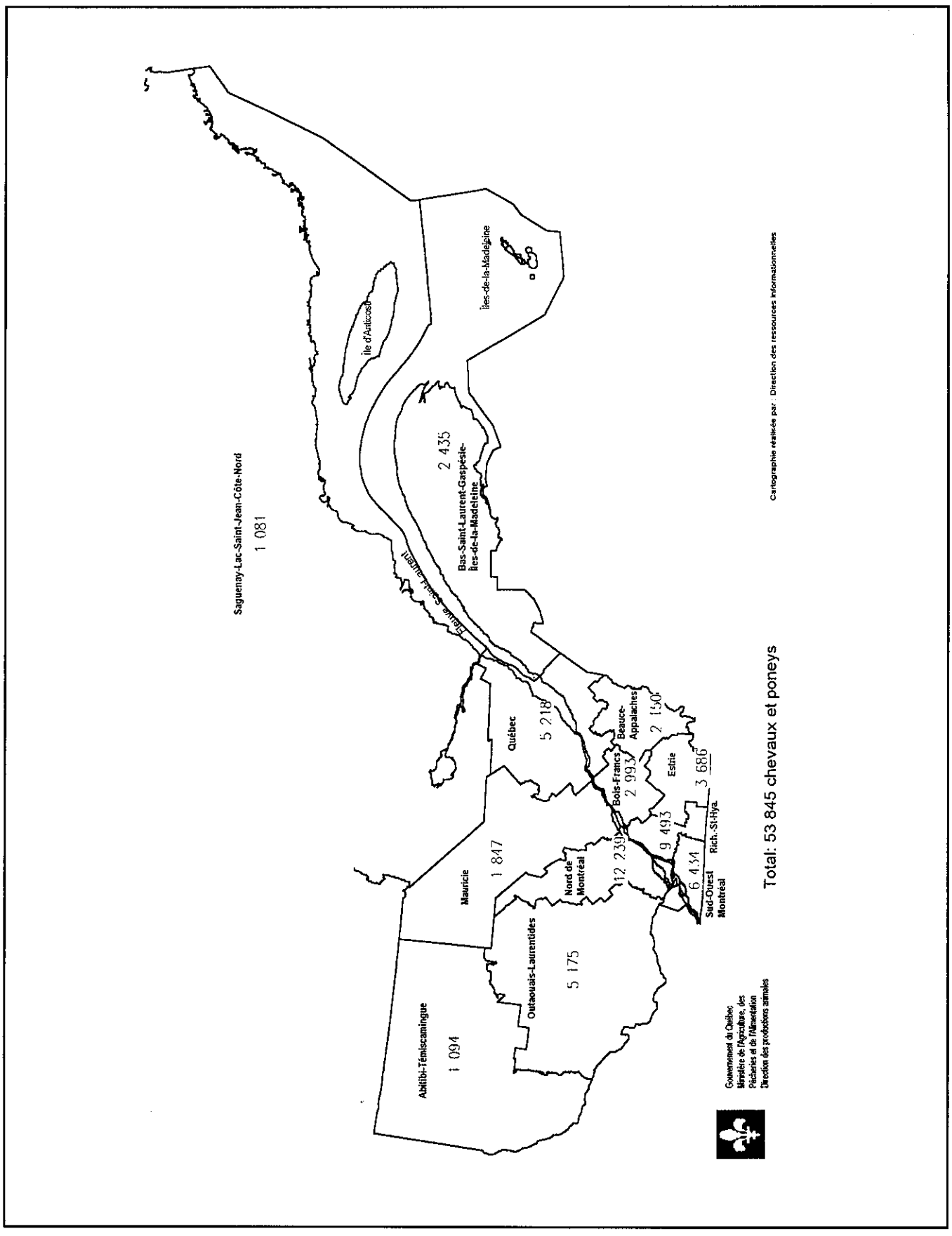
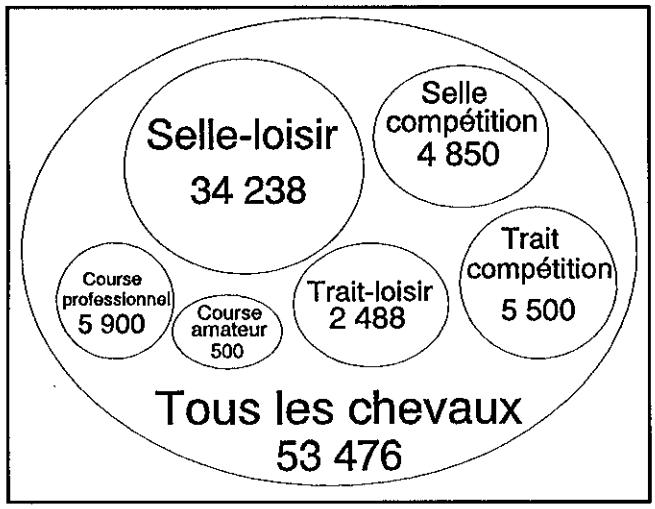


Figure 2. Répartition des chevaux au Québec selon le secteur d'activité en 1993



- chevaux de course de type amateur;
- chevaux de course de type professionnel;
- chevaux de trait pour la compétition;
- chevaux de trait pour le loisir;
- tous les chevaux.

Cueillette des données

Coûts annuels d'exploitation

Nous avons d'abord conçu une grille d'évaluation des coûts moyens annuels engendrés par l'utilisation d'un cheval. Cette grille repose sur la méthodologie utilisée pour établir les coûts de production au MAPAQ pour les élevages traditionnels.

Par la suite, nous avons demandé aux associations représentant chacun des six secteurs d'activité retenus, de compléter cette grille. De plus, nous avons visité des propriétaires de chevaux représentatifs de chacun des secteurs. Après avoir élaboré les standards de structure de coût, nous les avons à nouveau validés avec les associations.

Immobilisations

Compte tenu des disparités des structures physiques et des équipements, les membres du sous-comité économie ont établi des standards pour tous les chevaux. Pour l'étude d'impact, le BSQ a inclus les immobilisations annuelles dans les dépenses totales.

Analyse des dépenses

Le tableau 1 résume les coûts moyens annuels par cheval et par secteur d'activité.

Le BSQ a ajouté aux dépenses le montant d'argent (salaires bruts et charges patronales) issu des heures de travail payées.

Le tableau 2 et les figures 3 et 4 illustrent la répartition des chevaux et des dépenses ajustées selon les heures de travail payées et selon le secteur d'activité.

Les dépenses pour les chevaux de selle (compétition et loisir) représentent la plus grosse part du montant, soit 174,1 millions de dollars ou 49 % du total, suivies par celles pour les chevaux de course (amateur et professionnel), 104,2 millions ou 29 %, et par celles pour les chevaux de trait (compétition et loisir), 75,3 millions ou 22 %.

Tableau 1. Coûts moyens annuels par cheval et par secteur d'activité

Secteur d'activité	Selle comp.	Selle loisir	Course amateur	Course profes.	Trait comp.	Trait loisir
Nombre de chevaux	4850	34238	500	5900	5500	2488
Frais variables ($)	7560	2853	5975	14784	6241	3476
Frais fixes ($)	75	75	180	598	343	230
Amortissement ($)	813	763	813	813	813	763
Coûts totaux annuels pour un cheval ($)	8448	3691	6968	16195	7397	4469

Tableau 2. Répartition des chevaux et des dépenses selon le secteur d'activité

Secteur d'activité	Nombre de chevaux	Dépenses (millions $)
1- Chevaux de selle – compétition	4850	42,2
2- Chevaux de selle – loisir	34238	131,9
3- Chevaux de course – amateur	500	4,1
4- Chevaux de course – professionnel	5900	100,1
5- Chevaux de trait – compétition	5500	57,4
6- Chevaux de trait – loisir	2488	17,9
7- Tous les chevaux	**53476**	**353,6**

Source: Étude d'impact économique pour le Québec de l'activité des chevaux de selle, de course et de trait, 1995 – BSQ.

Figure 3. Répartition des chevaux selon le secteur d'activité

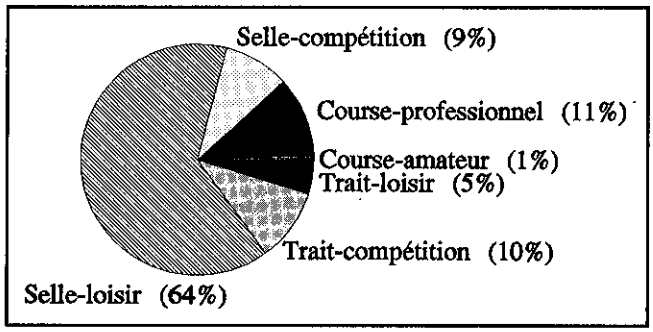
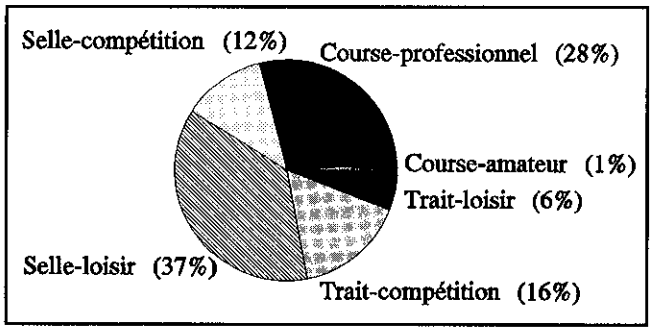


Figure 4. Répartition des dépenses selon le secteur d'activité



En analysant les principaux postes de dépenses, nous notons :

- 52,37 millions de dollars en **aliments** composés principalement de **foin** et de concentrés;
- 19,47 millions de dollars en frais de **déplacement, de logement** et de **repas**;
- 18,69 millions de dollars en service de **soins vétérinaires** (ce qui comprend le service et les médicaments vendus par les médecins vétérinaires);
- 16,87 millions de dollars en service de **maréchalerie**;
- 12,74 millions de dollars en **litière** comprenant la **paille** et les **copeaux de bois**;
- 11,25 millions de dollars en **frais d'inscription** aux diverses **compétitions**;
- 10,20 millions de dollars en **frais de saillie**;
- 7,14 millions de dollars en **cours d'équitation/entraînement**;
- 4,92 millions de dollars en service de **cordonnerie**.

Description sommaire du fonctionnement du modèle intersectoriel du Bureau de la statistique du Québec

Le modèle intersectoriel illustre l'interdépendance des secteurs de l'économie du Québec. Il s'agit d'une représentation simplifiée de l'économie québécoise qui met l'accent sur les relations d'échange observées au cours d'une année donnée entre les différents secteurs.

En 1993, les propriétaires de chevaux auraient dépensé 353,6 millions de dollars. Le modèle intersectoriel nous fournit l'impact économique de ces dépenses sur les emplois, la valeur ajoutée, les recettes des gouvernements et les importations. Le modèle comprend 74 secteurs de l'économie répartis entre le primaire, le secondaire et le tertiaire. Par exemple, si les propriétaires de chevaux dépensaient 25 millions de dollars de plus l'an prochain, on pourrait en évaluer les conséquences sur la demande supplémentaire adressée aux maréchaux-ferrants, aux médecins vétérinaires, aux entraîneurs-professeurs d'équitation, sur les emplois engendrés dans les commerces de gros, de détail, dans l'industrie de l'assurance, etc.

Notez bien que cette étude n'évalue pas les retombées économiques reliées aux hippodromes et à l'assistance aux courses, ni l'activité économique lors de la présentation de spectacles de chevaux de tous genres (assistance, emplois, etc.).

Impact des dépenses

Le tableau 3 présente un sommaire de l'impact des dépenses pour chaque secteur d'activité. Les sous-chapitres qui suivent expliquent chacun des éléments.

Emplois

L'étude du BSQ évalue le nombre d'années-personnes salariées nécessaires pour supporter l'activité économique des chevaux. L'étude ne comptabilise pas les entrepreneurs ayant des entreprises individuelles, comme les propriétaires d'exploitations agricoles, ni les personnes exerçant une profession à titre de travailleur autonome, telles que les médecins vétérinaires et les entraîneurs/conducteurs dans le domaine des courses par exemple.

À l'exception du secteur des courses professionnelles, l'évaluation des emplois faite par l'étude du BSQ re-

Tableau 3. Impact des dépenses pour chaque secteur d'activité selon l'étude du BSQ

	Dépenses par secteur d'activité (000 $)	Emplois à temps plein (ETP) Effet direct	Effet indirect	Effet total	Valeur ajoutée au coût des facteurs avant impôts Salaires et gages (000 $)	Autres revenus bruts (000 $)	Importations (000 $)
1- Selle-compétition	42 181	226	439	665	14 229	19 524	8 432
2- Selle-loisir	131 875	848	1209,7	2057,7	45 714	42 369	43 685
3- Course amateur	4 134	50	39,7	89,7	1 719	1 367	994
4- Course profes.	100 067	1428	647,3	2075,3	37 079	34 519	28 780
5- Trait-compétition	57 443	1172	426,6	1598,6	27 683	16 956	12 684
6- Trait-loisir	17 862	467	107,9	574,9	9 682	4 874	3 413
7- Tous les chevaux	353 562	4191	2870	7061,2[1]	136 106	119 609	97 988
					255 715		

[1] À ces 7 061,2 emplois à temps plein, il faut ajouter les 1 572 emplois reliés aux activités des courses attelées, soit 1 000 ETP dans les hippodromes et 572 propriétaires/entraîneurs/conducteurs. **Nous obtenons donc un total de 8 633 emplois à temps plein**. Cette analyse a été faite par la firme Secor « Le déclin d'une industrie. Une analyse de l'industrie des courses de chevaux au Québec » - 1993. L'explication de ces calculs se retrouve ci-dessous.

Source : Étude d'impact économique pour le Québec de l'activité des chevaux de selle, de course et de trait - 1995. Bureau de la statistique du Québec.

présente une image réelle des emplois nécessaires pour soutenir uniquement les activités des chevaux. Par contre, pour la course professionnelle, compte tenu que les données fournies par le BSQ concernaient les salaires versés à la main-d'oeuvre agricole pour entraîner et entretenir les chevaux, les emplois qui en découlent identifient plus particulièrement le nombre de palefreniers engagés en terme d'années-personnes. Il faut donc ajouter une évaluation du nombre de propriétaires, d'éleveurs, d'entraîneurs/conducteurs qui gravitent autour de ce secteur.

En 1993, la firme Secor a analysé l'industrie des courses de chevaux au Québec et produit un rapport qui s'intitule : « Le déclin d'une industrie. Une analyse de l'industrie des courses de chevaux au Québec ». On peut lire aux pages 28 et 29 de ce document : « C'est donc une industrie soutenant, sur une base d'équivalence d'emplois à temps plein (ETP), quelque 2500 à 3000 emplois. Compte tenu du grand nombre de personnes y oeuvrant à temps partiel, on peut parler d'une main-d'oeuvre de l'ordre de 5000 personnes, dont les deux tiers sont à temps partiel. Si l'ensemble des participants sont comptabilisés, sans égard à leurs revenus, on obtient le chiffre de 15 000, soit le nombre de permis émis par la Commission des courses du Québec. Ce chiffre n'est toutefois pas indicatif des emplois ».

Nos résultats confirment cette analyse. Compte tenu que notre étude n'inclut pas le personnel des hippodromes, nous devons donc l'ajouter. Selon la firme Secor, 1000 ETP s'y retrouvent.

En retranchant des 3000 ETP évalués par Secor, la main-d'oeuvre évaluée par le BSQ représentant les palefreniers/entraîneurs, soit 1428 ETP, il nous reste 1572 ETP dont 1000 dans les hippodromes et le reste, soit 572, représentant des entraîneurs/conducteurs. Ces 572 ETP sont associés aux autres revenus bruts de l'étude du BSQ et sont considérés comme des intervenants (des ajouts économiques du milieu) définis en temps plein par Secor dans le domaine des entraîneurs/conducteurs.

En tenant compte de l'ajout des 1572 ETP pour le domaine des courses attelées, soit 1000 ETP dans les hippodromes et 572 entraîneurs/conducteurs, les 8633 ETP se répartissent comme suit en 1993 :

- 4519,5 en agriculture pour un salaire annuel moyen de 14 500 $.
- 1000 dans les quatre hippodromes du Québec (Montréal, Québec, Trois-Rivières et Aylmer). N.B. : La piste de course d'Aylmer n'existe plus en 1995.
- 201,8 entraîneurs et/ou professeurs d'équitation pour un salaire moyen de 15 500 $. À ce chiffre, il faut ajouter le nombre d'entraîneurs/conducteurs qui vivent du secteur des courses attelées. Selon l'analyse faite précédemment, on estime à 572 le nombre d'entraîneurs/conducteurs qui vivent des courses dans les hippodromes du Québec. À cet effet, leur salaire est nettement plus élevé que 15 500 $, puisqu'ils reçoivent 5 % des bourses gagnées.
- 231,7 cordonniers pour un salaire moyen de 35 000 $.
- 217 maréchaux-ferrants pour un salaire moyen de 24 000 $.

Vous trouverez au tableau 4, un résumé des principaux domaines où sont engendrés les emplois pour chacun des secteurs d'activité.

Tableau 4. Ratios des emplois engendrés pour les principaux domaines selon l'étude du BSQ

	Emplois (années-personnes)													
	Selle comp.		Selle loisir		Course amateur		Course prof.		Trait comp.		Trait loisir		Total	
	emplois	ratio(%)	emplois	ratio(%)	emplois	ratio(%)	emplois	ratio(%)	emplois	ratio(%)	emplois	ratio(%)	emplois	ratio(%)
Total	665,0	100	2057,7	100	89,7	100	2075,3	100	1598,6	100	574,9	100	7061,2*	100
Agriculture	260,1	40	936,6	45,5	52,8	58,92	1565,2	75,42	1225,8	76,68	479,0	83,32	4519,5	64
Entraîneurs - professeurs d'équitation	66,6	10,01	56	2,72	6,8	7,59	16,1	0,77	49,4	3,09	0,1	0,02	195	2,76
Maréchaux-ferrants	40,7	6,12	100,9	4,90	1,9	2,12	31,7	1,53	27,4	1,71	14,4	2,50	217	3,91
Industries des services aux entreprises	58,8	8,84	140,6	6,83	1,6	1,78	57,5	2,77	43,2	2,70	17,7	3,08	320,9	4,54
Industries de l'hébergement et restauration	58,2	8,75	16,6	0,81	1,8	2,00	17,4	0,69	23,7	1,42	5,8	1,00	123,5	1,8
Industries alimentaires diverses	25,4	3,82	154,4	7,50	2,5	2,80	51,9	2,50	22,4	1,40	9,3	1,62	265,9	3,76
Commerces de gros	27,2	4,09	124,6	6,05	3,4	3,80	70,2	3,38	36,3	2,27	9,2	1,60	271	3,84
Commerces de détail	24,3	3,65	101,6	4,93	4,9	5,47	85,8	4,13	45,8	2,86	6,2	1,08	268,6	3,80
Secteur de la construction	7,6	1,14	50,8	2,47	1,4	1,60	16,6	0,79	20,3	1,27	5,6	0,97	102,3	1,45
Industries de l'assurance et affaires immobilières	7,0	1,05	33,9	1,65	2,3	2,57	15,5	0,75	6,9	0,43	2,5	0,43	68,1	0,96
Industries du cuir et des produits connexes	5,4	0,81	40,6	1,97	0,6	0,67	8,9	0,43	7,2	0,45	3,7	0,64	66,4	0,94
Cordonniers	46,9	7,05	98,2	4,77	2,0	2,23	38,4	1,85	31,9	1,99	14,3	2,49	231,7	3,28

* À ces 7061 emplois, il faut ajouter 1572 emplois reliés aux activités des courses attelées, soit 1000 ETP dans les hippodromes et 572 entraîneurs/conducteurs. **Nous obtenons donc un total de 8 633 emplois à temps plein**. Cette analyse a été faite par la firme Secor. Les détails se retrouvent au point « Emplois ».

À partir de l'estimation des coûts annuels reliés à l'utilisation d'un cheval, nous pouvons évaluer le nombre de travailleurs autonomes pour la médecine vétérinaire à : 124,6 médecins vétérinaires pour une moyenne de revenus bruts de 150 000 $ incluant la vente des médicaments. Il y a 1690 médecins vétérinaires actifs inscrits à l'Ordre des médecins vétérinaires du Québec, dont 62 exclusivement en pratique équine et 261 qui déclarent faire de la pratique mixte chez les grands animaux (bovins, caprins, chevaux, etc.). Ainsi, si on soustrait des 124,6 médecins vétérinaires estimés, les 62 qui pratiquent exclusivement pour les chevaux, il nous reste 62,6 emplois pour les 261 en pratique mixte. Ce qui donne une moyenne de 24 % du temps des vétérinaires en pratique mixte qui serait consacré aux chevaux.

Emplois estimés en agriculture

Selon l'étude du BSQ, 4519,5 ETP représentant une valeur ajoutée de 117 808 millions de dollars, sont identifiés dans le secteur de l'agriculture. Ainsi, 64 % des emplois engendrés par l'activité des chevaux se retrouvent dans le secteur agricole, ce qui confirme que cette activité est vraiment intégrée à l'agriculture du Québec. Ce secteur comprend surtout les fermes d'élevage de toutes espèces et de toutes cultures. Notez bien que tous les emplois créés dans les industries de transformation des aliments sont exclus de ce secteur.

À cet effet, en incluant les 303,7 ETP estimés dans les industries des viandes, de la préparation des fruits et légumes, de la farine et des céréales de tables préparées, des produits de boulangerie-pâtisserie et dans les autres industries alimentaires diverses, nous obtenons 4823,2 ETP, ce qui représente 68 % des emplois engendrés par l'activité des chevaux qui se retrouvent dans la filière bioalimentaire.

Chevaux de selle de compétition
Cette activité soutient 665 ETP sur une base annuelle. Près de 40 % de ces emplois, soit 260,1, représentent une valeur ajoutée de 13,53 millions de dollars en retombées économiques dans le secteur agricole.

Chevaux de selle de loisir
Cette activité maintient 2057,7 ETP dont 936,6 ou 45,5 % dans le secteur agricole pour une valeur ajoutée de 24,38 millions de dollars.

Chevaux de course de type amateur
Cette activité soutient 89,7 ETP dont 52,8 ou 58,9 % dans le secteur agricole, pour une valeur ajoutée de 1,13 million de dollars.

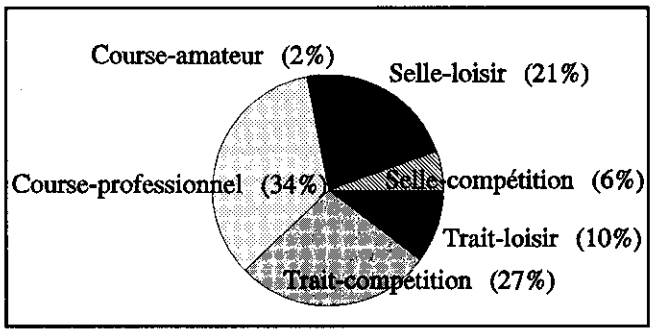
Chevaux de course de type professionnel
Des 2075,3 ETP créés, 1565,2 ou 75,42 % se retrouvent dans le secteur agricole, pour une valeur ajoutée de 43,90 millions de dollars.

Chevaux de trait de compétition
Sur 1598,6 ETP, 1225,8 ou 76,68 % sont reliés au secteur agricole, pour une valeur ajoutée de 25,79 millions de dollars.

Chevaux de trait de loisir
L'agriculture compte 479 ou 83,32 % des 574,9 ETP liés à ce secteur. Il est logique que ce secteur s'avère le plus intégré à l'agriculture puisque ces animaux sortent rarement à l'extérieur de leur établissement. La valeur ajoutée pour le secteur agricole est de 9,09 millions de dollars.

La figure 5 illustre l'importance relative des différents secteurs en terme d'emplois dans le secteur agricole.

Figure 5. Répartition des 4519,5 emplois à temps plein estimés en agriculture pour chacun des secteurs d'activité



Importations

Les importations faites pour supporter les activités chevalines se chiffrent à 97,99 millions de dollars. Ces importations incluent celles provenant des provinces canadiennes et sont réparties en 276 catégories.

Importations de différents biens ou services

Parmi les biens importés, notons les suivants :

- matériel de cordonnerie : 2,9 millions de dollars;
- cuir traité et produits divers en cuir : 3,8 millions de dollars;
- carrosseries, camions et remorques : 4,8 millions de dollars;
- pièces et accessoires d'automobiles : 5 millions de dollars
- importations non concurrentielles : comprend les produits non fabriqués au Québec (café, noix de coco, bananes, oranges, etc.) : 4,7 millions de dollars.

Voici l'analyse de certaines de ces importations.

Chevaux vivants

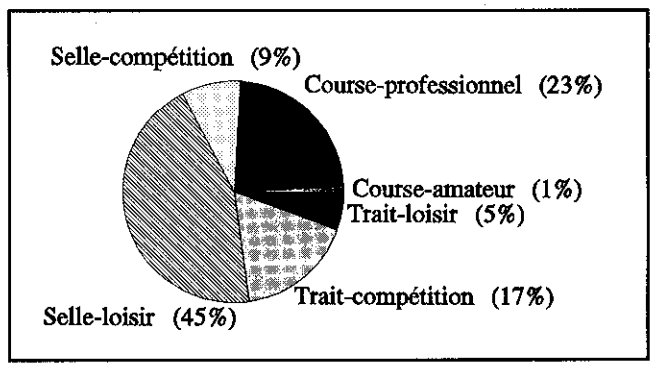
L'estimation de l'importation des chevaux se chiffre à 15,3 millions de dollars en 1993. Ce total comprend les chevaux importés pour l'abattage, soit 10 805 têtes selon Statistique Canada, pour une valeur de 6,8 millions de dollars. Le reste, 8,5 millions, représente le montant payé pour avoir importé des chevaux vivants de toutes catégories (de selle, de course et de trait) de l'extérieur du Québec.

Céréales, cultures spécialisées et provendes (grains - concentrés)

La valeur des grains, fourrages et concentrés importés, totalise 17,83 millions de dollars. Compte tenu que la mise à jour des coefficients pour les importations dans le modèle intersectoriel date de 1984, les estimations des importations pour ce secteur sont probablement surévaluées, puisque depuis plusieurs années, le Québec produit de plus en plus de grains.

La figure 6 illustre l'importance relative des secteurs d'activité pour l'importation de céréales.

Figure 6. Importations de céréales, de cultures spécialisées et de provendes par secteur d'activité en 1993

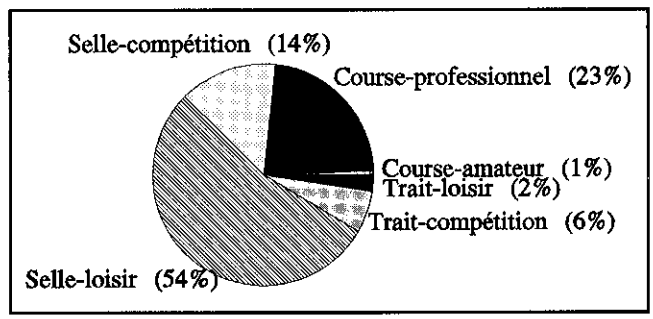


Produits médicinaux et pharmaceutiques

L'activité des chevaux nécessite des importations de produits médicinaux et pharmaceutiques de l'ordre de 5,36 millions de dollars.

La figure 7 illustre l'importance relative des secteurs d'activité pour l'importation des produits médicinaux et pharmaceutiques.

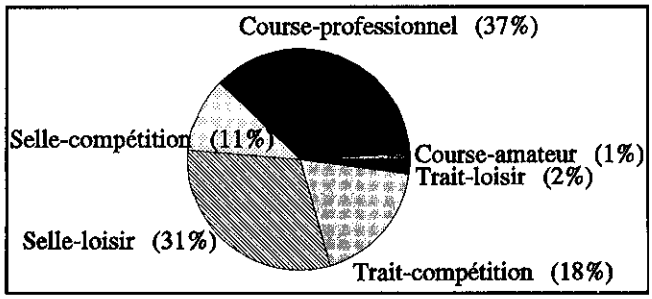
Figure 7. Importations de produits médicinaux et pharmaceutiques par secteur d'activité en 1993



Les différentes activités reliées au secteur équin exigent l'importation de pétrole pour 5,2 millions de dollars, dont 36,6 % ou 1,9 million pour les chevaux de course de type professionnel. Il est logique que cette catégorie se retrouve en tête de liste puisque ces chevaux sont beaucoup transportés pour les compétitions aux différents hippodromes.

La figure 8 illustre l'importance relative des secteurs d'activité pour l'importation de pétrole brut.

Figure 8. Importations de pétrole brut par secteur d'activité en 1993



Revenus pour les gouvernements

Au montant établi par l'étude du BSQ, il faut ajouter les taxes perçues sur le pari mutuel dans le domaine des courses. Ainsi, en 1993, les chevaux de course de type professionnel ont engendré 9,64 millions de dollars pour le Québec et 1,16 million pour le Canada pour un total de 10,8 millions.

Les chevaux de course de type amateur ont rapporté pour cette même période, 8877 $ pour le Québec et 2204 $ pour le Canada, pour un total de 11 080 $.

En ajoutant ces données, les activités des chevaux engendrent des revenus de 42,6 millions de dollars pour le gouvernement du Québec et de 20,8 millions pour celui du Canada.

Le tableau 5 et les figures 9 et 10 donnent le détail pour chacune des activités.

Figure 9. Importance relative des secteurs d'activité sur les revenus du gouvernement du Québec incluant les taxes perçues sur le pari mutuel pour les courses attelées

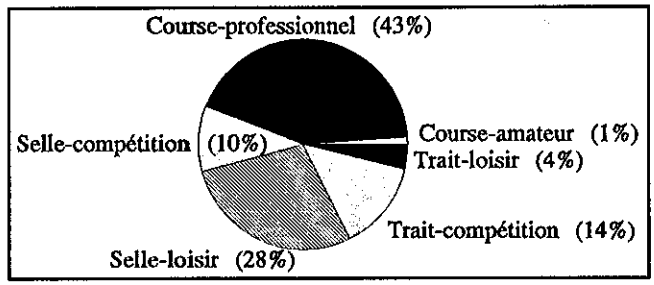
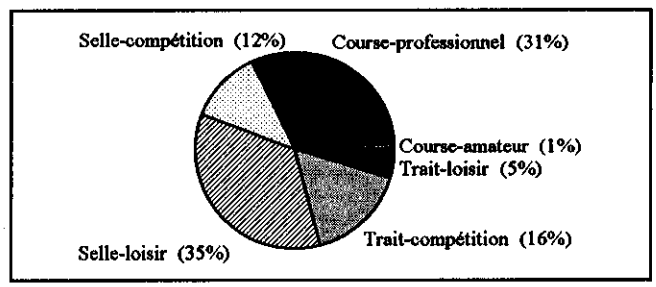


Figure 10. Importance relative des secteurs d'activité sur les revenus du gouvernement du Canada incluant les taxes perçues sur le pari mutuel pour les courses attelées



Retombées économiques pour différents secteurs de l'économie québécoise

Pour l'activité globale des chevaux, chaque tranche de 100,00 $ de dépenses supplémentaires engendre 72,30 $ dans l'économie. Le montant qui manque pour combler le 100,00 $ représente les fuites. Ces fuites comprennent les taxes fédérales et québécoises ainsi que les importations. Ce montant de 27,70 $ est considéré comme une fuite, puisqu'il n'est pas *a priori* réinvesti dans l'économie québécoise.

Tableau 5. Impact total sur les revenus des gouvernements (000 $) incluant les taxes perçues sur le pari mutuel pour les courses

Activité	Québec	Canada	Total
1- Selle-compétition	4 156	2 478	6 634
2- Selle-loisir	11 713	7 253	18 966
3- Course-amateur	458	266	724
4- Course-professionnel	18 453	6 362	24 815
5- Trait-compétition	6 046	3 427	9 473
6- Trait-loisir	1 774	1 033	2 807
7- Tous les chevaux	**42 600**	**20 819**	**63 419**

Valeur ajoutée (salaires, gages, revenus bruts avant impôts)

Parmi les 74 secteurs de l'économie, notons que pour chaque 100,00 $ de dépenses supplémentaires en activité chevaline, 33,32 $ sont engendrés dans le secteur de l'agriculture. Les chevaux ont donc un impact agricole majeur. Pour le même 100,00 $ de dépenses, 5,30 $ sont engendrés dans les industries de services (photographes, services relatifs aux bâtiments et habitations et maréchaux-ferrants); 4,60 $ dans le secteur des services aux entreprises (comptables, firmes de publicité, architectes, ingénieurs, avocats, notaires et services informatiques); 4,30 $ dans le secteur des industries alimentaires diverses; 2,80 $ dans le secteur du commerce de gros; 2,30 $ dans le secteur du commerce de détail; 2,70 $ dans le secteur de l'industrie de l'assurance et des affaires immobilières.

Analyse de l'importance des retombées économiques des chevaux dans l'agriculture

Concernant l'importance relative des chevaux dans le secteur agricole, notons que 46 % de l'ensemble des retombées économiques générées par les chevaux, en terme de valeur ajoutée, va dans le secteur agricole, ce qui démontre l'effet porteur des chevaux dans l'agriculture. Le tableau 6 donne le détail pour chacun des secteurs d'activité.

L'effet multiplicateur calculé ici est le résultat de l'accroissement de la valeur ajoutée (salaires et gages et autres revenus bruts avant impôts) à partir des effets directs de l'activité chevaline. Ainsi, pour chaque rémunération de 1,00 $ par l'activité chevaline en terme de salaire et/ou capital, 0,41 $ s'ajoute en effets indirects dans le secteur agricole.

IMPORTANCE DE L'ACTIVITÉ CHEVALINE EN AGRICULTURE

Le rapport du modèle intersectoriel du BSQ nous démontre l'importance économique de l'activité chevaline au Québec.

Il s'avère difficile d'établir des comparaisons entre toutes les études économiques pour les différentes productions agricoles. Pour comparer les secteurs entre eux, nous avons choisi de le faire en fonction des dépenses à la ferme. Des publications telles que celles de la Direction des études économiques (MAPAQ) sur les coûts de production, du Comité de références économiques en agriculture du Québec (CREAQ), du Groupe de recherche en économie et politiques agricoles de l'Université Laval (GREPA) et de la Régie des assurances agricoles du Québec (RAAQ) permettent d'obtenir certaines comparaisons.

Tableau 6. Importance relative des retombées économiques des chevaux dans l'agriculture

	1 Selle comp.	2 Selle loisir	3 Course amateur	4 Course prof.	5 Trait comp.	6 Trait loisir	Total
A- Dépenses totales (M $)	42,2	131,9	4,1	100,1	57,4	17,9	353,6
Contenu québécois en terme de valeur ajoutée							
B- Retombées totales (M $)	33,7	88,08	3,08	71,60	44,64	14,56	255,71
B/A (%)	80,00	66,78	75,12	71,46	77,77	81,34	72,31
C- Retombées dans le secteur agricole (M $)	13,53	24,41	1,13	43,90	25,79	9,09	117,81
C/A (%)	2,00	8,50	27,56	43,86	44,93	50,78	33,32
D- Importance du secteur agricole C/B (%)	40,00	27,70	36,70	61,31	57,77	62,43	46,07

Source : Étude d'impact économique pour le Québec de l'activité des chevaux de selle, de course et de trait - 1995 - Bureau de la statistique du Québec

Tableau 7. Effet multiplicateur dans le secteur agricole en terme de valeur ajoutée

	1 Selle comp.	2 Selle loisir	3 Course amateur	4 Course prof.	5 Trait comp.	6 Trait loisir	Total
A- Effets directs (000 $)	9989	15 162	841	29 631	20 193	7839	83 655
B- Effets totaux (000 $)	13 529	24 376	1128	43 896	25 791	9088	117 808
C- Effet multiplicateur B/A	1,35	1,61	1,34	1,48	1,28	1,16	1,41

Source : Étude d'impact économique pour le Québec de l'activité des chevaux de selle, de course et de trait - 1995, Bureau de la statistique du Québec

Le tableau 8 résume les dépenses par secteur avec le nombre d'unités ou le niveau spécifique de production. D'après cette analyse, l'activité chevaline se situe au quatrième rang, après le lait, le porc et les céréales. La volaille et le boeuf se retrouvent respectivement aux cinquième et sixième rangs.

D'une part, afin de quantifier le plus précisément possible les dépenses réelles de chacun des secteurs, les achats d'animaux reproducteurs ou d'élevage ne sont pas considérés. Par exemple, les dépenses engagées par un finisseur pour l'achat de porcelets, ne peuvent s'additionner à celles faites par le producteur naisseur pour produire les mêmes porcelets. Aussi, les cotisations d'assurance-stabilisation sont exclues puisqu'elles agissent comme garantie de revenu.

D'autre part, les dépenses pour la main-d'oeuvre sont toutes ajoutées. Elles sont plus importantes dans l'activité chevaline que dans les autres secteurs puisque bon nombre de propriétaires de chevaux paient pour la garde de leurs sujets. De plus, la mise en valeur d'un cheval se fait à l'unité contrairement à l'élevage des volailles ou des porcs qui s'effectue par groupes.

CONCLUSION

Cette analyse, qui fait suite à la publication de l'Étude d'impact économique pour le Québec, de l'activité des chevaux de selle, de course et de trait (BSQ, 1995), ne tient pas compte des retombées économiques de toutes les activités liées aux chevaux. En effet, une analyse plus large des impacts économiques de l'assistance aux spectacles de chevaux, compétitions équestres, festivals, etc. nous permettrait de mieux situer l'influence réelle des chevaux dans l'économie du Québec.

Néanmoins, l'activité économique gravitant autour de la garde des chevaux nous démontre qu'elle est une activité satellite de l'agriculture traditionnelle. En effet, elle :

- engendre 7061 ETP, dont 64 % dans le secteur agricole ou 69 % dans le secteur global de l'agroalimentaire;
- rapporte 255,7 millions de dollars de retombées économiques en terme de valeur ajoutée (salaires, gages et revenus bruts avant impôts);

Tableau 8. Comparaison des dépenses à la ferme par secteur de production selon les données disponibles en 1993[1]

Secteur	Nombre d'unités ou niveau de production	Dépenses (M)$
Lait	514 500 vaches laitières	875,2
Porcs	4 580 000 porcs	
	289 300 truies	610,7[2]
Céréales et protéagineux		
Maïs-grain	286 500 hectares	291,9
Céréales à paille	251 500 hectares	137,2
Soja	34 500 hectares	23,3
	Sous-total	**452,4[2]**
Chevaux	53 500 chevaux	332,7
Volailles	100 000 000 poulets	
	6 000 000 poules	
	4 800 000 gros poulets	
	5 000 000 dindons	287,1
Boeuf	188 200 vaches 96 000 bouvillons	213,4[2]
	46 500 veaux de grain 92 000 veaux de lait	
Érable	19 900 000 entailles	67,8
Pommes	9 700 hectares	62,4
Fleurs (roses)	503 000 mètres carrés	49,7
Pomme de terre	12 600 hectares	37,4[2]
Ovins	64 800 brebis	9,2[2]
Tabac	2 200 hectares	8,2
Animaux à fourrure	25 000 visons femelles	5,2
	4 400 renards	
Lapins	20 200 femelles	4,3
Caprins	8 500 chèvres laitières	3,6

[1] Les dépenses n'incluent pas les achats d'animaux reproducteurs ou d'élevage, mais incluent la main-d'oeuvre payée.
[2] Les dépenses n'incluent pas les cotisations d'assurance-stabilisation.
Sources : Sous-comité économie, Filière cheval; Direction des études économiques, MAPAQ; Comité de références économiques en agriculture du Québec; Coûts de production du lait, GREPA; Profil des exploitations agricoles, MAPAQ; Régie des assurances agricoles du Québec.

- engendre des revenus de 42,6 millions de dollars pour le gouvernement du Québec et de 20,8 millions pour le gouvernement du Canada;
- peut très bien servir d'élément pour diversifier la base économique du monde rural;
- est une interrelation économique intéressante entre la campagne et la ville. Les chevaux occupent une grande partie du territoire québécois. En effet, alors que le cheval de trait se retrouve surtout à la campagne, le cheval de selle est plutôt gardé à la périphérie de la banlieue. On compte même des centaines de coursiers dans les villes dotées d'un hippodrome.

De plus, compte tenu de la faible consommation de viande chevaline au Québec, toute augmentation de l'élevage équin n'aurait que des effets positifs sur l'agriculture. En effet, les demandes en biens et services dans ce secteur en seraient accrues sans empiéter sur tout autre élevage d'animaux destinés à la consommation humaine. Cette bête noble est la propriété de gens passionnés qui savent en faire la mise en valeur pour toutes sortes d'utilisation. L'intérêt pour cette espèce grandira en autant que l'on continue à déployer les efforts nécessaires pour la faire connaître et répondre aux besoins du milieu. C'est d'ailleurs un des mandats de la Filière cheval.

REMERCIEMENTS

Nous remercions les associations, les organismes et toutes les personnes visitées qui ont accepté de travailler à la cueillette des données pour établir les structures de coût. Sans leur apport d'information, la base même de toute cette étude perdrait de sa crédibilité.

Nos remerciements s'adressent aussi aux membres du sous-comité économie de la Filière cheval, pour leur énergie déployée depuis plus de deux ans à l'élaboration de ce rapport, et aux membres du comité de lecture qui ont accepté de relire avec patience ce document. Enfin, il importe de souligner le soutien apporté par le personnel du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec pour le recensement, la cueillette des données, l'analyse des résultats et la production des rapports.

NOTE

À l'origine, ce document a été produit par la Direction des productions animales du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ). Il a été publié en novembre 1995, et déposé à la Bibliothèque nationale du Québec sous le numéro ISBN 2-550-25181-4. Le Conseil des productions animales tient à remercier Mme Carole Cochrane et la Direction des productions animales du MAPAQ de nous avoir accordé la permission de reproduire ce document dans le cadre du Colloque Cheval 1996.

Recherche et rédaction

Carole Cochrane, Direction des productions animales - MAPAQ
Lauréat Lepage, Direction des études économiques - MAPAQ
André Paquin, Société d'attelage du Bas-Canada inc.
Jean-Guy Brousseau, Direction de la santé animale - MAPAQ

Comité de lecture

Arthur Forest, Direction des productions animales - MAPAQ
Jean Desrochers, Direction des productions animales - MAPAQ
Jean-Guy Gélinas, Direction des productions animales - MAPAQ
Raymond Zaru, Consultant privé
Michel Dubois, Direction des productions animales - MAPAQ

Graphiques

Jeannette Labrie, Direction des productions animales - MAPAQ
Conrad Beaumont, Direction des productions animales - MAPAQ
Sébastien Cartier, Direction des productions animales - MAPAQ
Johanne Raymond, Direction des ressources informationnelles - MAPAQ

BIBLIOGRAPHIE

BC Horses, a significant agricultural activity, Ministry of Agriculture, Fisheries and Food, Province of British Columbia, 1994, 56 p.

BOULET, J.C. **Dictionnaire multilingue du cheval**, 1995, 478 p.

Cours d'équitation intermédiaire western, Fédération équestre canadienne, 1993, 63 p.

État de la situation, Filière cheval, novembre 1992, 59 p.

Étude d'impact économique pour le Québec de l'activité des chevaux de selle, de course et de trait, Bureau de la statistique du Québec (BSQ), mars 1995, 211 p.

Le déclin d'une industrie. Une analyse de l'industrie des courses de chevaux au Québec, SECOR, juillet 1993, 83 p.

Les tableaux d'impact et le modèle intersectoriel, Bureau de la statistique du Québec,1994, 172 p.

New York equine survey, New York Crop reporting service, Department of Agriculture and Markets, 1979, 39 p.

Manuel de l'entraîneur, niveau 1, Fédération équestre canadienne, 1987, 61 p.

Manuel de cavaliers (I à IV), Cavalier western, Fédération équestre canadienne, 1988, 93 p.

Manuels du cavalier de niveau 1, Équitation classique, Fédération équestre canadienne, 1992, 61 p.

Manuels du cavalier de niveau 2, Équitation classique, Fédération équestre canadienne, 1993, 100 p.

Manuels du cavalier de niveau 3, Équitation classique, Fédération équestre canadienne, 1993, 62 p.

Rapport annuel 1993-1994, Régie des alcools, des courses et des jeux du Québec, 1994, 82 p.

Rapport annuel 1993, Agence canadienne du pari mutuel, 44 p.

Rapport d'évaluation du circuit régional 1993, Association provinciale des Clubs de courses amateurs inc., 1993, 47 p.

SLOTTJE, D., J. HIRSCHBERG, K. HAYES. **An analysis of economic impact of horse racing on agricultural sector in the state of Texas**, Dept. of Economics - S.M.U. Dallas, Texas, 53 p.

The economic impact of horse racing in Canada - Race tracks of Canada Inc., Ernst and Young, December 1989, 20 p.

The economic impact of the U.S. horse industry, Peat, Marwick, Mitchell and Co., 1987, 53 p.

THÉRIAULT, Jacques. **L'importance économique des chevaux au Québec**. Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec, avril 1984, 72 p.

The U.S. harness racing industry - Analysis and recommendations, Princeton marketing associated inc., 1991.

WOODS GORDON. **L'importance économique de l'industrie chevaline au Canada**, 1986, 13 p.

ANNEXE I

Filière cheval
Liste des intervenants et des intervenantes selon le secteur d'activité

Président : Dr Yvan Rouleau, m.v.
Secrétaire-coordonnatrice : Dre Carole Cochrane, m.v.

Agriculture et Agroalimentaire Canada : Dr Denis Bouvier, m.v.

Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec
Santé animale : Dr Jean-Guy Brousseau, m.v.
Productions animales : Dr Jean Desrochers, m.v., Dr Arthur Forest, m.v., Jean-Guy Gélinas, agronome
Recherche et développement : Jean-François Bertrand, agronome, Jean-Marc Bélanger, agronome
Conseil des productions animales du Québec inc. : Dr Jean Desrochers, m.v.
Société de financement agricole : Jean-Marc Côté, agronome
Ordre des médecins vétérinaires du Québec : Dr Jean-Guy Brousseau, m.v.
Association des vétérinaires équins du Québec : Dr Richard Césari, m.v.
Ordre des agronomes du Québec : Donald Côté, agronome

Chevaux moyens et lourds
Comité conjoint des races chevalines : Guy Julien, Denis Vallée, André Trottier
Société d'attelage du Bas-Canada inc. : André Paquin

Chevaux légers
L'Association québécoise Quarter Horse : Jean-Pierre Paquet
La Société canadienne du cheval Thoroughbred, Division du Québec : Noëlla Laberge
Canadian Sport Horse Association : Sue Ockenden, Normand Gauthier
Éleveur International - Centre équestre Bromont : Roger Deslauriers

Chevaux de course
La Société des propriétaires et éleveurs de chevaux Standardbred du Québec : Dr Lucien Paiement, René Bouthillier
L'Association trot et amble du Québec : Conrad Leber, Guy Brissette, Alfred Bouchard
Association provinciale des clubs de courses amateurs inc. : André Drolet

Maréchalerie
L'Association des maréchaux-ferrants du Québec : Pierre Meunier

Équitation
Fédération équestre du Québec : Jean-Pierre Paquet, Richard Mongeau, Marie Giroux
Québec à cheval : Jean-Claude Lafrenière, Pierre Lefebvre

Recherche
Groupe de recherche en médecine équine du Québec : Dr Yves Rossier, m.v.

Insémination
Coopérative des inséminateurs du Québec : Robert Scalabrini

Abattoir
Abattoir Richelieu : Marc Bouvry, Sylvain Gauthier

Grossistes en viande chevaline : Michel Leduc, Gino Piccinin

ANNEXE II

Filière cheval
Liste des membres du sous-comité économie

Président
André Paquin, c.a.
Société d'attelage du Bas-Canada inc.
212, rue Hériot
Drummondville (Québec) J2C 1J8

Jean-Guy Brousseau, d.m.v.
Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries
et de l'Alimentation du Québec
Direction de la santé animale
867, boul. l'Ange-Gardien
C.P. 1040
L'Assomption (Québec) J0K 1J0

Lauréat Lepage, économiste agricole
Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries
et de l'Alimentation du Québec
Direction des études économiques
460, boul. Louis-Fréchette
Nicolet (Québec) J0G 1E0

Carole Cochrane, d.m.v.
Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries
et de l'Alimentation du Québec
Direction des productions animales
200, chemin Sainte-Foy, 9e étage
Québec (Québec) G1R 4X6